

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Liberalisation-du-gaz-et-de-l-electricite-en-France-les-effets-du-dogme-liberal>

# **Libéralisation du gaz et de l'électricité en France : les effets du dogme libéral**

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : samedi 30 juin 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les dégats des privatisations à outrance et de politique libérale menée notamment en Argentine il y a quelques années dans tous les secteurs de l'économie par Menem devraient donner à réfléchir à La France. L'ouverture de services comme l'électricité ou le gaz à la concurrence -et la libéralisation des tarifs qui va avec- ne profite jamais au consommateur final-citoyen. Et revenir en arrière pour rétablir un juste équilibre coûte souvent très cher à l'Etat et donc aux contribuables. L'article qui suit de Laurent Joffrin dans Libération titré " Le dogme néolibéral impose de force une libéralisation du gaz et de l'électricité contre nature en France" tire bien la sonnette d'alarme. El Correo vous conseille de le lire.**

**Par Laurent Joffrin**

[Libération](#). Paris, le 30 juin 2007

On a beau se dire que l'économie de marché, somme toute, est un système efficace, et que la concurrence profite au consommateur, on a du mal à comprendre la logique qui sous-tend la libéralisation imposée des tarifs du gaz et de l'électricité.

- ▶ Ainsi, aux dires de tous les spécialistes, voilà une ouverture à la concurrence qui risque de faire monter les prix dans une proportion spectaculaire.
- ▶ Ainsi, ceux qui auront l'audace - ou la témérité - de quitter leur opérateur habituel n'auront pas le droit d'y revenir s'ils s'estiment grugés.
- ▶ Ainsi, les investissements collectifs consentis par les citoyens français, qui ont si longtemps subventionné EDF et GDF pour obtenir des prix de l'énergie plus favorables, sont tout à coup frappés d'illégitimité par les froids idéologues du laisser-faire.

Alors que maintes études économiques ont démontré que le libre marché souffrait d'importantes exceptions et que, dans certains cas, la régulation protégeait mieux le citoyen que l'ouverture sans frein, les dirigeants européens, avec l'assentiment de plusieurs gouvernements français, obligent la France à s'aligner sur un système que personne ou presque ne réclame et qui ne conduit pas à l'optimum collectif.

Etrange force des dogmes économiques, qui finissent par prendre une connotation religieuse tant ils sont assésés contre tout bon sens, toute logique et tout souci démocratique.

On s'étonne ensuite que l'Europe, cette idée précieuse pour l'avenir, soit impopulaire. Dans ces conditions, le *consommateur*-citoyen n'a qu'une solution : **ne rien faire et attendre sagement de voir comment l'affaire tourne.**

L'expérience sensible, en général, vaut mieux que l'abstraction des doctrinaires.